

# LES HOPITAUX DE SION

## Une coutume

Des anciennes coutumes, des vieilles traditions qui faisaient le cachet et conservaient le caractère de notre bonne ville de Sion, combien en reste-t-il ?

L'époque moderne, avec son cortège de nouveautés, sa soif de vitesse et de record, en a supprimé du même coup la plupart.

Cependant elle n'a pas réussi à supprimer l'une d'elles, agréable entre toutes, reconnaissons-le, mais surtout pour ceux qui en sont les heureux bénéficiaires.

Cette coutume, quelle est-elle ?

Il était une fois une rivière, petite, mais capricieuse, dont les frasques remplissent des chapitres entiers de l'histoire de la petite cité qu'elle traverse.

Cette rivière, c'était la Sionne. La ville, c'est Sion. A cette époque le grand pont n'existait pas et le lit de la Sionne servait d'égouts... au détriment de la propreté, voire de l'esthétique. On raconte que les édiles séduisoient de cette ère lointaine faisaient chaque année, en automne, la visite du radier de la Sionne. Ils se donnaient rendez-vous vers 9 heures du matin au sommet de la ville et bientôt l'important cortège des magistrats descendait dans le lit de la rivière, qu'il parcourait sur toute sa longueur jusqu'à son embouchure dans le Rhône.

Le spectacle ne devait pas être banal.

Vous voyez d'ici ces graves messieurs longeant la rivière, plus ou moins chargée, plus ou moins propre ou plus ou moins sale, et charriant toutes sortes d'immondices — rappelez-vous qu'elle servait d'égouts — ; regardez ces messieurs éviter les cascades d'eau, se livrer à une acrobatie savante, qu'ils terminaient vers 10 heures du matin, parvenus près du Rhône, au terme de leurs efforts.

Voyez-les sortir mouillés, sales, fatigués, de ce lit peu douillet...

Une brave dame de Sion, fortunée, eut pitié d'eux. Cette âme charitable, désireuse de récompenser les magistrats de l'accomplissement si consciencieux de leur devoir civique, eut l'excellente idée — se rappelant que l'on prend les hommes par l'estomac — de réserver aux courageux magistrats, à leur sortie du bain, pardon, je veux dire de la Sionne, un succulent repas. A cette intention elle créa, à l'hôpital, un fonds, dont l'intérêt devait servir à offrir aux magistrats séduisoient ce dîner impatientement attendu. Chose merveilleuse, chose remarquable, ce dîner s'est maintenu jusqu'à nos jours, et ce, en dépit des guerres, de l'occupation française, des crises et des malheurs de toutes sortes dont le Valais fut le théâtre.

Et c'est ainsi que chaque année, dans l'accueillant réfectoire de l'hôpital communal-bourgeoisial de Sion, conseillers municipaux et bourgeoisiaux,

et employés des deux administrations, se réunissent un beau jour de novembre autour d'une table bien garnie de petit salé et de bons vins, dîner que rehausse la présence de quelques invités : président du Grand Conseil, conseillers d'Etat, juges, etc. Et pour perpétuer la tradition, le plus jeune conseiller communal rivalise avec le plus jeune conseiller bourgeois dans la préparation de la salade.

Celle-ci fatiguée et mangée, le président de la bourgeoisie présente un rapport sur l'exercice annuel, et, au début de chaque législature, le président de la ville, représentant du peuple souverain, fait un bref historique de l'hôpital de Sion.

Cette coutume est due à l'initiative du président Ribordy, qui avait fait des recherches intéressantes sur l'origine de nos hôpitaux.

C'est ce bref historique que j'ai pris comme base de ma causerie<sup>1</sup>, complété d'après des documents manuscrits et inédits du chanoine de Rivaz ainsi que des renseignements que le révérend chanoine Tamini, qui connaît l'histoire du moyen âge comme personne, a bien voulu me donner.

## Les trois hôpitaux et la léproserie

Il y avait, autrefois, dans la ville de Sion trois hôpitaux.

Le plus ancien fondé par le Vénérable Chapitre, hors de l'enceinte de la ville, sur la route qui conduit au Rhône, soit sur l'emplacement actuel de l'ancien hôpital communal-bourgeoisial, actuellement propriété du Canisianum.

Cet hôpital existait déjà du temps d'Alexandre III, puisque, dans une bulle adressée à l'évêque de Sion Amédée, en 1163, le pape lui recommande d'utiliser la prébende d'un chanoine à l'entretien d'un recteur pour le dit hôpital, soit pour la Maison de Dieu.

Il était dirigé par un recteur qui devait rendre les comptes au grand-chantre. Le recteur n'avait pas le droit de vendre les biens de l'hôpital et s'il en administrait mal la fortune, il était destitué.

L'hôpital avait une chapelle dédiée à S. Jean-Baptiste, d'où le nom que porta depuis lors l'établissement.

Le second hôpital fut fondé un siècle plus tard et il est cité pour la première fois dans un acte de 1295 où une généreuse donatrice, dame Borgesa, veuve d'un ancien concierge de l'évêque de Sion, lui lègue 9 fichelins de seigle.

On le désignait dans les actes sous le nom d'hôpital neuf en opposition à l'hôpital de St-Jean fondé, comme je l'ai dit, en 1163.

Il était situé au *vicus prati* ou *Pratifori* et d'après un acte de 1442 son emplacement était à l'entrée ouest de la rue de Conthey (locaux actuels de la gendarmerie). Dédié à la Bienheureuse Vierge Marie, il était sous la dépendance de l'évêque de Sion.

---

<sup>1</sup> Causerie donnée à la réunion de la S.H.V.R. à Sion, le 28 avril 1940.

Le troisième hôpital fut fondé quelques années plus tard par un artisan sédunois, le maréchal Christian de Husogny. Dédié à S. Georges, il en porta le nom. Dans son testament de 1328, Christian de Husogny rappelle qu'il a fondé cet hôpital pour l'hospitalisation des pauvres, vers le moulin de la *Strata* hors de la porte de Loèche, c'est-à-dire dans le quartier actuel de St-Georges, entre le temple protestant et l'orphelinat des garçons. Dans son testament, Husogny confie l'administration de l'hôpital de St-Georges à sa femme et, après la mort de celle-ci, à l'évêque de Sion. Mais ce dernier ne put jouir longtemps de ce privilège.

Au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, l'hôpital de St-Georges passa aux mains de la bourgeoisie. L'historien Gremaud explique ce transfert par une donation faite à l'hôpital par Huguenette de Drône avec la clause que le syndic et douze citoyens auraient le droit de nommer le recteur.

En 1358, dans une séance tenue au château de la Soie, en présence de l'évêque Guichard, du chanoine Tavelli, de Genève, et du recteur Tavelli, on régla les legs faits par Husogny.

A côté de ces trois hôpitaux, Sion avait une maladrerie ou léproserie, qui fut créée à la suite d'une donation faite en faveur de la confrérie du Saint-Esprit pour l'hospitalisation de deux lépreux sur l'attestation des juges. Différents actes font mention de l'existence de cet établissement au XIV<sup>e</sup> siècle. Dans l'un, il est parlé de la chapelle de la maladrerie ; dans un second du pré situé près de la maison des sénéchaux et appartenant à la maladrerie ; dans un troisième enfin, de la prestation de 2 fichelins de seigle que le recteur devait à la maladrerie et d'une langue de bœuf que le recteur servait, selon les coutumes de l'époque, à l'évêque de Sion. En outre, Pierre Rude figure dans un acte de 1442 comme recteur de la maladrerie de Ste-Marguerite hors les murs. Tous ces documents prouvent donc d'une façon péremptoire que la ville de Sion avait une léproserie à l'endroit dit Ste-Marguerite, c'est-à-dire au bord de la route entre la voie ferrée et le pont du Rhône.

Cette léproserie disparut au XVII<sup>e</sup> siècle. M. le chanoine Tamini croit qu'après la disparition de la maladrerie, les autorités séduinoises utilisèrent la chapelle pour la dévotion et le recueillement des hommes condamnés à mort (la pendaison qui s'opérait aux potences avait été remplacée par la décapitation par le glaive). Puis, lorsque fut construite la ligne du Simplon, tous les vestiges disparurent.

Mais revenons à nos trois hôpitaux. Je vous rappelle que ces trois établissements hospitaliers, le premier, celui de St-Jean près du pont du Rhône dépendant du Chapitre, le second, celui de Ste-Marie à la rue de Conthey dépendant du seigneur-évêque de Sion, et le troisième, celui de St-Georges au sommet de la ville dépendant de la bourgeoisie, avaient chacun un recteur pour administrer leurs biens.

Je vous fais grâce de tous les actes successifs qui exposent comment ces différents hôpitaux furent agrandis et enrichis. Je ne vous citerai que le legs de Jaquette de Martigny, épouse de Guillaume de Blavignot, qui donne à l'hôpital de St-Jean 12 deniers, et à l'hôpital de Ste-Marie un lit

garni ; ainsi que le legs de Pierre Montjovet qui dispose de sa fortune en donnant, lui, un lit garni à l'hôpital de St-Jean et 5 sols à l'hôpital de Ste-Marie, donc exactement le contraire de Jaquette de Martigny. En plus, il donne à l'hôpital de Ste-Marie un magnifique bréviaire qu'il a acheté du recteur de la maladrerie.

## Les recteurs

Je vous ai dit tout à l'heure que chaque hôpital avait à sa tête un recteur. Les relations entre le collateur et le recteur ne furent pas toujours très courtoises. Un procès sensationnel eut lieu en 1369 entre le recteur de l'hôpital St-Jean, nommé Henri, et le Chapitre au sujet de 7 muids de froment que le Chapitre devait à l'hôpital. L'évêque Aymon de la Tour donna raison au recteur.

Tous les documents de l'époque témoignent de l'importance que l'on attachait au choix et à la nomination des recteurs. En effet, lorsqu'en 1341 mourut Barthélemy de Castillione, recteur de l'hôpital de St-Jean, le Chapitre désigna Humbert Lombard pour le remplacer. Les témoins de l'acte furent des personnages de marque, soit le seigneur de St-Germain de Genève et Guillaume Guidonis ou Guyon, de Lyon, tous deux chanoines. Cependant la présence d'un recteur à la tête de chaque hôpital, provoqua des dissensions entre l'évêque, le Chapitre et la bourgeoisie. Pour supprimer ces chicanes on concentra la direction des trois hôpitaux et on la confia à un seul recteur. C'est ce qui ressort d'une manière évidente d'un acte de 1388, dont le texte est le suivant :

« Après la mort de Hubert Bonivard, recteur des trois hôpitaux de Sion, son successeur Jacques Ronghetti fut élu le 22 du même mois, par le Chapitre comme collateur de l'hôpital de St-Jean, par l'évêque comme collateur de l'hôpital de Ste-Marie, et par les bourgeois comme collateurs de l'hôpital de St-Georges. »

Notons en passant que le nouveau recteur Jacques Ronghetti était le fils du secrétaire du célèbre comte de Savoie Amédée VII, dit le Comte Vert.

L'institution d'un seul recteur pour les trois hôpitaux est confirmée dans un acte de 1442 passé sous l'épiscopat de Guillaume de Rarogne. A cette date, le Chapitre, l'évêque et les bourgeois se réunirent pour confier le bénéfice du rectorat devenu vacant par la mort du prêtre Lit (nom qui a disparu) à Perrod Jeannini, à la condition qu'il entretienne un prêtre.

Le chanoine de Rivaz raconte comment se déroula la cérémonie qui eut lieu à l'hôpital de St-Jean. S'adressant aux collateurs, Jeannini leur dit : « Je vous offre mes services comme hospitalier des hôpitaux de Sion. Je le fais sans demander aucun salaire, mais par pure charité. Acceptez-vous ma proposition ? »

Il lui fut répondu affirmativement.

La cérémonie du serment eut lieu ensuite. L'hospitalier à genoux et les mains placées sur les saints évangiles, prêta serment de bien administrer l'hôpital et de conserver fidèlement les biens. Le doyen du Chapitre,

Asperlin, reçut le serment. Puis l'évêque lui donna la bénédiction et lui remit, selon la tradition, un livre.

Quant aux bourgeois de Sion, ils acceptèrent les conditions. Chose remarquable, note le chanoine de Rivaz, ils déclarèrent qu'ils n'avaient pas l'intention d'empiéter à l'avenir sur les droits du clergé, vu que l'hôpital, jusqu'alors, avait été toujours dirigé par un prêtre.

Ensuite, le nouvel hospitalier Jeannini s'adressant aux bourgeois leur dit :

Vénérables messieurs de la bourgeoisie de Sion, je possède en ce monde, grâce à Dieu, des biens mobiliers et immobiliers pour une valeur de 1000 livres mauricoises. Tous ces biens je les donne dans la meilleure forme à l'hôpital de Sion pour l'hospitalisation des pauvres. Cependant je conserve 50 livres, dont je veux jouir de l'usufruit jusqu'à ma mort.

Les bourgeois acceptèrent ce legs avec reconnaissance et promirent au recteur Jeannini de le soigner avec empressement en cas de maladie et pendant toute sa vieillesse.

On dressa acte de cette donation et collation en présence de Jean Ducis, curé d'Héremence, de Nicod Aymonnet, curé de Bramois, de Maurice Chavé, curé de Paborgne (Zermatt), de Jean Ambuel, curé d'Ayent, et de Simon Biedermann, de Porrentruy, chanoine de Sion, notaire et juré de la chancellerie du Chapitre.

Les différents actes auxquels je viens de faire allusion nous prouvent, en dehors de la question de l'hôpital, qu'à cette époque le Chapitre se composait de 24 chanoines, que le Valais adhéraît à Clément VII, pape d'Avignon, et non à Urbain VI, pape de Rome, et que, de toutes les familles qui figurent dans les actes de l'époque, seule la famille de Kalbermatten existe encore de nos jours.

Revenons à nos hôpitaux.

## La fusion

L'unité d'administration est donc chose faite en 1388. Elle amènera petit à petit la fusion des trois hôpitaux en un seul. Les causes en sont inconnues. Quoi qu'il en soit, dans le courant du XV<sup>e</sup> siècle, Sion vit son hôpital de Ste-Marie disparaître dans le quartier de Pratifori et l'hôpital de St-Georges se transformer en une maison qui servira plus tard d'orphelinat. De l'hôpital St-Georges, seule la chapelle fut maintenue et chaque année les fidèles s'y rendent en procession. Le Chapitre qui en est devenu le propriétaire, la répara en 1672.

Dès lors toute l'hospitalisation fut concentrée en l'hôpital de St-Jean qui bénéficia de la fortune des hôpitaux disparus. Mais l'évêque André de Gualdo protesta. Dans une lettre adressée à l'archevêque de Tarentaise, l'administrateur du diocèse réclame contre cette fusion opérée par le Chapitre au détriment de son patronat. L'évêque se plaint également du triste état dans lequel se trouve l'hôpital de Sion.

La ville de Sion ne fut donc dotée depuis cette date que d'un seul hôpital, mais cet hôpital appartenait à trois propriétaires : l'évêque, le Chapitre et la bourgeoisie. Comment va-t-on l'administrer ?

Aucun des trois ne voudra céder une parcelle de son autorité. Et voilà qu'un chanoine, nouveau Nicolas de Flüe, trouva la solution. L'hôpital sera dirigé à tour de rôle par les trois propriétaires. Et que se passa-t-il ? Il advint que, contrairement à leur réputation, l'évêque et le Chapitre se révélèrent de médiocres administrateurs, tandis que les bourgeois se montrèrent des administrateurs sages et prudents. Des conflits surgirent et finalement la soutane dut s'incliner. En 1569, le Chapitre céda ses droits à la ville et, quelques années plus tard, l'évêque céda ou perdit les siens en faveur de la ville, ou plutôt en faveur de la baronnie de Sion, pour prendre un terme de l'époque.

Le nouvel hôpital de Sion, assis sur de nouvelles bases, continua son rôle de charité et d'hospitalisation. Il avait l'obligation de recevoir les déshérités et les malades de l'endroit et de pratiquer l'hospitalité. A cet effet, il ouvrait ses portes aux voyageurs pauvres qui parcouraient la vallée du Rhône. Si le passant se présentait le matin, il avait droit à une collation et à un diner ; si le passant se présentait le soir, au souper, au coucher et au déjeuner. En outre, les chars de l'hôpital étaient à la disposition des passants malades pour les transporter jusqu'au prochain hôpital.

Par cette louable charité, il justifiait l'inscription gravée sur la façade : *Christo in pauperibus*.

Situé hors des remparts, non loin de la porte du Rhône, l'hôpital de St-Jean eut à souffrir des fléaux de la peste, de la guerre et des inondations. Après avoir échappé aux incendies lors des sièges de Sion par les comtes de Savoie ou par Guichard de Rarogne aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, l'établissement fut la proie des flammes au XVII<sup>e</sup> siècle. Mais les bourgeois, comme dit la chanson, le reconstruisirent plus beau qu'avant. En 1771, un nouveau bâtiment fut édifié et certains documents prouvent que ce nouvel hôpital était le plus moderne que l'on pût voir. On venait d'ailleurs pour l'admirer. En effet, il avait été construit de la façon la plus heureuse. Ses corridors et les dégagements étaient vastes, et on peut rendre hommage aux architectes qui en conçurent le plan.

## Depuis 1798

En 1798, la constitution helvétique envisagea la création des municipalités et, en 1848, ce projet fut réalisé.

La loi valaisanne de 1851, créatrice du régime communal et du caractère bicéphale de la commune municipale et bourgeoise, eut pour conséquence forcée la transmission de la bourgeoisie à la municipalité des avoirs affectés aux services publics.

Parmi eux figurait l'hôpital dont la loi semblait confier la gestion à la commune municipale. Mais cette remise ne se fit pas facilement. Un conflit surgit entre la municipalité et la bourgeoisie au sujet de l'interprétation de ce qui devait être classé dans les objets affectés au service public et de ce qui pouvait, au contraire, être considéré comme des objets d'utilité commune.

Le conflit fut solutionné par une transaction.

Ni la commune ni la bourgeoisie ne voulurent abandonner leurs prétentions et aucune des parties contractantes ne consentit à ce que l'autre incorporât à sa fortune celle de l'hôpital. L'on fit une sorte de fondation mixte dans laquelle les droits furent répartis en sauvegardant l'idée fondamentale de la loi sur la création des communes et, d'autre part, le caractère d'asile de bourgeois que cet établissement avait revêtu. Le droit de propriété ne fut attribué ni à la commune ni à la bourgeoisie et l'exercice du droit de propriété fut scindé et partagé. Le conseil communal, émanation du peuple souverain, eut la majorité dans la commission de surveillance appelée commission mixte, et la bourgeoisie la majorité dans la commission administrative chargée d'administrer. Quelques conflits sans importance mirent aux prises commune et bourgeoisie, mais depuis une décade, la meilleure harmonie règne entre les autorités bourgeoises et communales. C'est cette harmonie qui permit la vente de l'hôpital au Canisianum.

Depuis la fusion des hôpitaux, le recteur ou hospitalier fut un laïc qui, d'après le règlement, devait avoir une très bonne conduite et avoir un personnel féminin très vertueux.

En 1770, lors de la construction du nouveau bâtiment, à la suite de l'incendie dont je vous ai parlé tout à l'heure, le recteur de l'hôpital fut désigné dans la personne du R. P. Ignace Schuler, de St-Gall, professeur au collège, qui cumula les deux fonctions.

Le Père Schuler comprit bien vite l'importance d'avoir des religieuses pour le service et s'adressa à cet effet aux Ursulines de Brigue. La bourgeoisie ne goûta-t-elle pas semblable projet ou les deux parties ne s'entendirent-elles pas au sujet des conditions ?

A quelque temps de là, la bourgeoisie revint à d'autres sentiments. Elle s'adressa aux Sœurs de la Charité de Ste-Marthe. Mlle Barbe Andenmatten, de Sion, élève infirmière de Pontarlier, revint en Valais pour prendre la direction d'une communauté chargée du service de l'hôpital de Sion. Cette communauté qui ne comptait à cette époque que 8 religieuses accuse aujourd'hui 80 membres avec ses novices. Rendons hommage à son dévouement.

Et voilà trop brièvement résumée l'histoire de Sion hospitalière. Elle constitue une preuve vivante de la charité de la population sédunoise, de ses efforts persévérants pour soulager les malheureux, de ses sentiments de compassion envers les déshérités, de sa bienveillance vis à vis de l'étranger. Autant de vertus qui n'ont pas disparu, tout en se manifestant sous des formes peut-être différentes adaptées aux circonstances nouvelles.

Trois hôpitaux, naguère, prodiguaient et dispensaient leurs bienfaits.

Puis un seul concentra longtemps les douleurs et les peines.

Et voici qu'aujourd'hui la charité a fait place à la science. Un institut théologique a cherché refuge dans les vieux murs séculaires. N'est-ce pas de la charité ?

Sion s'est fait un honneur d'accueillir des proscrits, voyageurs eux aussi, et qui ont trouvé dans la vieille demeure protection et asile.

Sion, l'hospitalière, continue magnifiquement sa mission.